

PS



Secrétariat national à la Riposte

16 mai 2013

CONFÉRENCE DE PRESSE DE FRANÇOIS HOLLANDE : À L'OFFENSIVE POUR LE REDRESSEMENT DE LA FRANCE, À L'INITIATIVE POUR LA RÉORIENTATION DE L'EUROPE

Le Président de la République a introduit la conférence de presse en rendant hommage à nos forces armées pour leur engagement pour la libération du Mali et de son peuple et il a dit la reconnaissance de la nation pour ceux de nos soldats qui ont perdu la vie pour cette intervention militaire menée dans la fidélité aux valeurs universelles de la France, suite à un appel du Président Malien et dans le cadre du droit international. Puis le chef de l'État a réaffirmé sa conception de l'Europe et le rôle que la France entend y tenir, avec nos partenaires. Le chef de l'Etat a établi le lien fort entre la réorientation européenne et la politique de redressement économique conduite en France.

Depuis mai 2012, la réorientation européenne a commencé ; maintenant, il faut l'amplifier

- > Il fallait « faire bouger les lignes en Europe. Et elles ont bougé : zone euro stabilisée, instruments de solidarité introduits, union bancaire définie, nouvelle doctrine pour la Banque centrale européenne, la Grèce a été sauvée, les taux d'intérêt ont baissé, le nôtre connaît son taux historique le plus bas. Ce résultat a été rendu possible car la France a joué le rôle de trait d'union entre l'Europe du nord et l'Europe du sud, dans le cadre indispensable du couple franco-allemand ».
- > « Ce qui frappe l'Europe ce n'est pas la crise financière, qui est derrière nous, les causes sont jugulées et régulées. Ce qui frappe l'Europe c'est la récession, provoquée par les politiques d'austérité, qui touchent tous les pays de la zone euro. La Commission européenne a commencé à comprendre les risques et les menaces de ces politiques d'austérité ».
- > La semaine passée, Bruxelles a accordé un délai de deux ans à la France pour la réduction des déficits publics. Sur ce point, François Hollande a précisé que ce délai ne constituait pas « un répit mais un rebond, une opportunité pour une reprise plus rapide. L'enjeu c'est la croissance, la sortie de crise, la fin de la récession ».

En un an, des réformes essentielles ont été engagées dans notre pays

- > La première, c'est le sérieux budgétaire, avec le niveau de dépense publique d'État comme critère. En 2012, il a été un peu inférieur à celui prévu. En 2013 il sera stable. En 2014 la dépense publique reculera de 1,5 milliards d'euros. Cet engagement permet d'être

crédible en Europe pour pouvoir porter la réorientation politique.

- > La deuxième a été celle du pacte de compétitivité pour la croissance et l'emploi. Ce pacte a permis d'engager 20 milliards € pour l'investissement, l'innovation, l'embauche, l'export, pour renforcer notre industrie, notre appareil de production, nos entreprises.
- > La troisième réforme est la maîtrise de la finance : séparer et réguler les activités bancaires et limiter les prises de risques aventureuses. Quant à la BPI, elle est maintenant en place, fonctionne et se déploie en régions.
- > La quatrième réforme est celle de la loi sur la sécurisation de l'emploi, résultat du travail de concertation avec les partenaires sociaux.

« L'an I du quinquennat a été consacré à la défense de notre souveraineté, à la remise en ordre de l'économie, à la sauvegarde du modèle du social et à la réparation des injustices. Néanmoins, il y a récession et le chômage progresse. Face à cela, l'an II, sera celui de l'offensive ».

L'an II du quinquennat : celui de l'offensive Lancer une initiative européenne, avec la lutte contre la désaffection des peuples comme ambition

- > Instaurer un gouvernement économique de la zone euro, qui se réunira tous les mois avec un président en fonction pour une durée longue et dont cette tâche sera la seule. Ce gouvernement politique aura pour mission : la politique économique, l'harmonisation de la fiscalité, la mise en œuvre de la convergence sociale par le haut, un plan de lutte contre la fraude fiscale.

RIPOSTE

- > Combattre le chômage avec un plan pour l'insertion et l'emploi des jeunes. Le budget européen, c'est 6 milliards d'euros pour l'emploi des jeunes. Il faut mobiliser une partie de ces fonds, avant même 2014.
- > Engager une stratégie d'investissements pour préparer l'avenir et bâtir les nouvelles industries, mais aussi instaurer une communauté européenne de l'énergie. Il s'agit de coordonner tous les efforts pour les énergies renouvelables, afin d'assurer la transition énergétique.
- > Engager une nouvelle étape d'intégration : augmenter la capacité budgétaire puis progressivement permettre la levée d'un emprunt. La France veut donner un contenu à l'Europe politique en deux ans, il s'agit là d'une « *urgence européenne* ».

Mobiliser toutes les forces pour l'emploi

- > 100 000 emplois d'avenir, élargis au secteur privé, tourisme et services
- > 75 000 contrats de génération, étendus à la création d'entreprise, y compris dans le secteur agricole
- > Mobilisation de tous les acteurs (entreprises, collectivités locales, partenaires sociaux)
- > Loi sur la sécurisation de l'emploi à appliquer.

Ce sont ces dispositifs, créés et mis en œuvre, qui permettront d'inverser la courbe du chômage à la fin de l'année.

L'offensive pour la croissance, c'est préparer la France de demain

- > En juin Jean-Marc Ayrault présentera un Plan d'investissements sur dix ans pour développer quatre grandes filières : le numérique, la transition énergétique, la santé, les grandes infrastructures de transports.
- > Quel financement ? Les crédits européens, le "rechargement" des crédits programmes d'investissements d'avenir, le relèvement du plafond du Livret A, la BPI, certaines cessions de participations publiques sans perte de contrôle, bien sûr, pour la puissance publique. Les financements hors Etat viendront du secteur privé, des capitaux extérieurs, des fonds d'investissements.
- > L'épargne des Français sera mise au service de l'économie productive : réforme de l'assurance vie, création d'un Plan d'épargne d'actions pour les PME, révision de l'imposition des plus-values mobilières

L'offensive, c'est mieux former les jeunes

- > En septembre 2013 les jeunes auront plus de professeurs devant eux qu'au cours des rentrées précédentes
- > La formation des professeurs a été rétablie
- > À la fin du quinquennat, la proportion des élèves qui sortent du système scolaire sans qualification sera réduite de moitié

- > Le projet de loi sur l'enseignement supérieur propose de porter 50% d'une classe d'âge à un diplôme de l'enseignement du supérieur

L'offensive c'est « *mettre du mouvement* »

- > Le choc de simplification : deux lois d'habilitation seront prises pour légiférer par ordonnances en matière de construction de logements (35 000 chantiers sont bloqués pour des recours abusifs) d'une part, d'autre part pour mieux organiser les relations entre l'administration et les entreprises (notamment pour favoriser les implantations). Pour les particuliers, dans certains cas, le silence de l'administration vaudra autorisation.
- > La formation professionnelle : seul un chômeur sur cinq accède aujourd'hui à une formation. Avec la négociation, il faudra proposer une formation dans les deux ou trois premiers mois.
- > L'avenir du système des retraites : les partenaires sociaux ont pris leurs responsabilités sur les régimes complémentaires. Nous devons poursuivre ce travail. La réforme sera guidée par trois principes : 1) Rétablir durablement le régime par répartition 2) La justice : carrières longues, inégalités entre régimes et celles qui frappent les femmes 3) Dialogue et concertation dans le cadre de la conférence sociale qui s'ouvre début juin.

François Hollande a conclu en assurant que le gouvernement « *ira au bout sur la transparence de la vie politique* » : indépendance de la justice, protection des sources des journalistes, lutte contre la fraude fiscale, non-cumul des mandats.

Les questions ont permis à François Hollande de préciser notamment les points suivants :

- > Le droit de vote des étrangers sera soumis au Parlement après les municipales de 2014.
- > Sur la fusion impôt sur le revenu et CSG : « *Nous avons renforcé la progressivité de l'impôt sur le revenu en supprimant des niches fiscales. Ensuite, il y aura des mesures pour rapprocher les assiettes. Cette question de la CSG sera soumise au débat sur la prochaine loi de finance* ».
- > Pour améliorer le pouvoir d'achat, une disposition sera votée. Elle permettra de libérer les fonds de la participation. Plusieurs milliers de salariés vont pouvoir bénéficier du fonds lié à cette participation sans contraintes fiscales
- > Sur les prestations familiales : « *Il nous faut trouver 2 milliards d'économies sur deux ans sur la famille. Comment ? En modulant les prestations familiales, c'est-à-dire en faisant en sorte que les familles les plus favorisées n'aient pas les mêmes prestations que les autres familles* »

« François Hollande a pris la crise à bras le corps. Les Français ont vu un président totalement mobilisé qui prépare la sortie de la crise et dessine la France de l'après crise. Le président de la République est, à la fois, dans le dialogue avec les Français, et dans une volonté inflexible de poursuivre son projet pour préparer la France de demain.

François Hollande a fait le choix d'inscrire son action dans la durée. Parce que les réformes s'attaquent au fond des problèmes dans un pays éprouvé par la crise et affaibli par dix ans d'une politique de droite à la fois injuste et inefficace, elles ont besoin de temps pour produire tous leurs effets. Mais les fondements d'un retour de la croissance ont été bâtis pendant cette première année avec quatre piliers majeurs : le rétablissement de notre souveraineté budgétaire, le soutien à l'emploi, à l'investissement et l'innovation, à l'école et la formation ». Harlem Désir.

L'ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT POUR PRÉSERVER LE SYSTÈME DE RETRAITES

Face à l'échec de la réforme le 2010, le gouvernement œuvre pour protéger notre système de retraite

- > Le dossier des retraites fera l'objet d'une négociation globale entre partenaires sociaux, à partir du second trimestre 2013, conformément aux engagements pris pendant la campagne présidentielle.
- > Il sera au cœur de la deuxième conférence sociale, de juin prochain.
- > Les deux derniers rapports du COR (Conseil d'orientation des retraites), publiés les 19 décembre et 22 janvier, ont montré l'échec social et économique de la réforme Fillon de 2010 : aucune solution financière durable, creusement des inégalités, les salariés ayant cotisé très tôt et exercé des métiers pénibles lourdement pénalisés.

Une méthode : la concertation

- > Le Premier ministre a mis en place une commission, indépendante, afin de définir plusieurs propositions.
- > Celles-ci seront par la suite entre les mains des partenaires sociaux, qui devront chercher un accord avant transcription dans une loi.
- > La négociation entre partenaires sociaux est la méthode la plus appropriée pour répondre à ce défi. Le refus de la concertation et de la négociation avec les organisations syndicales, est l'une des causes de l'échec de toutes les réformes imposées par la droite depuis 2003.

Des premières mesures justes et nécessaires ont été prises par le gouvernement Ayrault

- > Rétablissement de l'âge de la retraite à 60 ans, pour tous les salariés ayant commencé très tôt leur activité professionnelle. En 2013, 110 000 salariés auront la possibilité, s'ils le souhaitent, de prendre leur retraite à 60 ans.
- > Rétablissement de l'Allocation équivalent retraite (AER), supprimée par Nicolas Sarkozy en 2011, pour tous les chômeurs de longue durée, âgés de plus de 58 ans.

Le calendrier

- > Le gouvernement s'inscrit dans le calendrier fixé lors de la grande conférence sociale, de juillet 2012. À l'horizon de juin 2013, des propositions seront formulées par la commission
- > Les enjeux : le niveau des pensions, la durée de cotisation, le montant des cotisations, la pénibilité des métiers, le financement.
- > L'objectif : définir des orientations pérennes pour la sauvegarde et l'amélioration d'un système de retraite par répartition, garant d'une vraie solidarité interprofessionnelle et intergénérationnelle.

INCIDENTS AU TROCADÉRO : LES ATTAQUES DE LA DROITE SONT INDÉCENTES

- > La droite ne semble plus savoir que dire et faire pour exister. Ses attaques à l'encontre de Manuel Valls et la préfecture de police après les violences qui ont interrompu la fête organisée après la victoire du PSG en championnat de France, sont indignes et indécentes.
- > Le Maire du XVI^e arrondissement qui a, rappelons-le, autorisé le rassemblement, n'a eu aucun mot pour condamner les violences, aucun mot pour les victimes de ces actes sauvages et anti-sportifs. A droite, le faux procès en incompétence de la gauche l'emporte la vraie irresponsabilité de l'opposition.
- > La préfecture de police a mis en place un dispositif conséquent composé d'effectifs locaux et de forces mobiles et tenant compte des risques estimés et des informations fournies par les organisateurs. Le dispositif a été très rapidement renforcé. Au total, 800 policiers ont été mobilisés pour près de 15 000 participants au plus fort de l'évènement. Il s'agit d'un rapport de force très significatif, bien au-delà des taux habituels, y compris pour les manifestations revendicatives.

« Depuis sa prise de fonction, Manuels Valls agit pour faire du droit à la sécurité une réalité dans notre pays, quand la droite a pendant dix ans abandonné les quartiers populaires, supprimé des postes de gendarmes et de policiers et laissé les violences aux personnes augmenter de 20 %. C'est le sens de toutes les mesures prises depuis un an : arrêt de la RGPP et nouveaux recrutements pour permettre le renforcement de la présence des forces de l'ordre sur le terrain, création des zones de sécurité prioritaires », Harlem Désir